

Direction enfance-famille
Service des projets, de la tarification et du contrôle des
établissements

**Arrêté relatif à la fixation du prix de journée
pour l'exercice 2022 de la Maison d'enfants à caractère social**

Le Mas de Villevieille
Quartier de la Jansone

13280 Raphèle-les-Arles

La présidente du Conseil départemental
des Bouches-du-Rhône

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de l'action sociale et des familles ;
Vu les articles 375 à 375-8 du code civil relatifs à l'assistance éducative ;
Vu les propositions budgétaires de l'établissement et le rapport de l'autorité de tarification ;
Sur proposition du directeur général des services ;

Arrête

Article 1 Pour l'exercice budgétaire 2022, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Maison d'enfants à caractère social Le Mas de Villevieille sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels		Montant	Total
Dépenses	Groupe I	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	184 000,00 €	1 028 062,00 €
	Groupe II	Dépenses afférentes au personnel	716 440,00 €	
	Groupe III	Dépenses afférentes à la structure	127 622,00 €	
Recettes	Groupe I	Produits de la tarification	988 062,00 €	1 028 062,00 €
	Groupe II	Autres produits relatifs à l'exploitation	22 996,00 €	
	Groupe III	Produits financiers et produits non encaissables	17 004,00 €	

Article 2 Le prix de journée est calculé en incorporant le résultat budgétaire suivant :
- Excédent : 0,00 €

Article 3 Pour l'exercice budgétaire 2022, le prix de journée applicable à la Maison d'enfants à caractère social Le Mas de Villevieille est fixé à 154,38 €.

Accusé de réception en préfecture
013-221300015-20220614-22_23641-AU
Date de télétransmission : 14/06/2022
Date de réception préfecture : 14/06/2022

- Article 4 Conformément aux dispositions de l'article L. 351-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent être portés en premier ressort devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou à l'égard de l'établissement auquel il est notifié, à compter de sa notification.
- Article 5 Une ampliation du présent arrêté sera notifiée au représentant de la structure.
- Article 6 Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département.
- Article 7 Le directeur général des services, la directrice générale adjointe de la solidarité par intérim et le payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le **14 FEV. 2022**

Pour la présidente et par délégation,
la directrice générale adjointe de la solidarité par intérim



Annie RICCIO